

Régularisations !

Depuis plusieurs mois des grèves de travailleurs sans papiers mettent en lumière leurs conditions de vie et de travail. La question qui se pose maintenant, c'est la multiplication des luttes pour obtenir des régularisations les plus massives possible et sortir d'une politique de stigmatisation.

QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire est un mensuel, mais c'est surtout une organisation communiste libertaire.

Nous situant dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international, nous en reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants.

Née en 1991, Alternative libertaire milite pour une rupture avec le capitalisme, la socialisation des moyens de production et une société sans classes et sans État fondée sur l'autogestion socialiste, l'égalité réelle des hommes et des femmes, la liberté et la démocratie directe.

Pour faire grandir ce projet révolutionnaire, nous construisons une organisation implantée parmi les travailleurs et les travailleuses, dans la jeunesse, active dans les mouvements sociaux, les syndicats de lutte, et dans tous les grands combats émancipateurs (féministes, écologistes, égalitaires...).

Notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'intervention complémentaires :

- * le développement du courant communiste libertaire ;
- * l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, dans lequel le courant communiste libertaire s'intégrerait sans disparaître.

UN MOUVEMENT QUI PREND DE L'AMPLEUR

Les luttes actuelles ne sont pas le fruit du hasard mais trouvent leurs racines dans un travail de syndicalisation des travailleurs et des travailleuses sans-papiers. Plusieurs vagues de grève, soutenues principalement par la CGT, mais aussi par Solidaires, la CNT, Droits Devant!! et des coordinations de sans papiers ont permis de mettre au premier plan la situation de travailleuse et de travailleur des sans papiers.

Face à cette situation le gouvernement cherche à temporiser, s'opposant à toute régularisation massive et essayant d'épuiser les grévistes avec des procédures administratives longues et ne débouchant sur quasiment aucune régularisation.

LÉGITIMER ET OBTENIR UNE RÉGULARISATION GLOBALE

Aujourd'hui les enjeux sont multiples : étendre la lutte dans toutes les régions, pour ne pas être concentré qu'en région parisienne, mais aussi multiplier les luttes unitaires dans l'ensemble des secteurs professionnels (essentiellement BTP, nettoyage et restauration) pour montrer la pluralité de la présence des travailleuses et travailleurs sans papiers. Tous cela peut se faire dans le cadre d'une nouvelle vague de grèves qui permet d'accroître le rapport de force. D'autant qu'il y a toujours des grèves de la faim dans des centres de rétention et la marche des sans-papiers de Lille.

Il est aussi primordial de développer un maximum de solidarité avec ces luttes, que ce soit par des manifestations et de comités de quartier, des caisses de solidarités financières.

Il s'agit également de pousser à la convergence des luttes:

- * extension dans les entreprises concernées aux travailleuses et travailleurs "avec papiers" permettant de démontrer une réelle solidarité et de gagner sur les conditions collectives de travail et de rémunération,
- * extension également dans les chaînes touchées par ces grèves (comme Fabio Lucci, véolia, Bistro Romain ...) pour créer un rapport de force avec le patronat,
- * extension localement, dans les bassins d'emplois, pour éviter l'isolement.

Au delà, il faut continuer à faire le lien avec les politiques européennes en train de se mettre en place et qui cherchent à renforcer une Europe forteresse: délais de rétention administrative qui passerait à 18 mois, interdiction prolongée du territoire européen,...

Il nous reste à concrétiser le renversement de vapeur dans la perception des sans papiers dans l'opinion pour légitimer et obtenir une régularisation massive et dépasser la logique gouvernementale du cas par cas.



IL NOUS FAUT UN NOUVEAU

MAI 68



**Le mensuel
disponible
en kiosque**

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

23 mai 2008